



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 22 juin 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Comptes du bilan national, premier trimestre de 2007

3

À la fin du premier trimestre, la valeur nette nationale atteignait 5,3 billions de dollars, ce qui représente 159 900 \$ par habitant. La valeur nette nationale a augmenté de 134 milliards de dollars (+2,6 %) au premier trimestre, soit à un rythme légèrement inférieur à celui observé au cours des deux trimestres précédents.

Dépenses publiques en services sociaux, 1989 à 2007

6

Les dépenses de services sociaux ont plus que doublé au Canada au cours des deux dernières décennies, mais elles ne représentent encore qu'environ le tiers du total des dépenses de programmes de l'administration publique consolidée.

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de juin 2007

Le numéro en ligne de juin 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, paru aujourd'hui, comporte trois articles.

L'article «Les ressources humaines des organismes sans but lucratif» examine la composition de la main-d'oeuvre du secteur à but non lucratif, et ce, au moyen du concept d'équivalent temps plein comme unité de mesure standard. Cet article compare aussi la dépendance de divers organismes sans but lucratif de trois groupes de travailleurs, à savoir les bénévoles, les employés et les entrepreneurs.

L'article «Tendances et saisonnalité de l'absentéisme» analyse séparément deux types d'absence du travail liés à la maladie, soit les absences sur toute la semaine et les absences sur une partie de la semaine. Bien que les absences sur une partie de la semaine soient rarement annoncées et donc plus contraignantes pour les superviseurs et les collègues, elles n'ont pas été examinées auparavant de manière séparée. Cet article traite aussi du caractère saisonnier des absences sur toute la semaine et sur une partie de la semaine.

L'article «Le point sur le travail à domicile» se penche sur la baisse quelque peu surprenante de l'engouement pour le télétravail au cours des dernières années.

Le numéro en ligne de juin 2007 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 8, n° 6 (75-001-XWF, gratuit), est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au 613-951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Ventes de gaz naturel, avril 2007	9
Industrie du camionnage, 2005	9
Grandes entreprises de transport urbain, avril 2007	10
Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux, mai 2007	10

Nouveaux produits	11
--------------------------	----

Calendrier des communiqués : 25 au 29 juin 2007	13
--	----

Communiqués

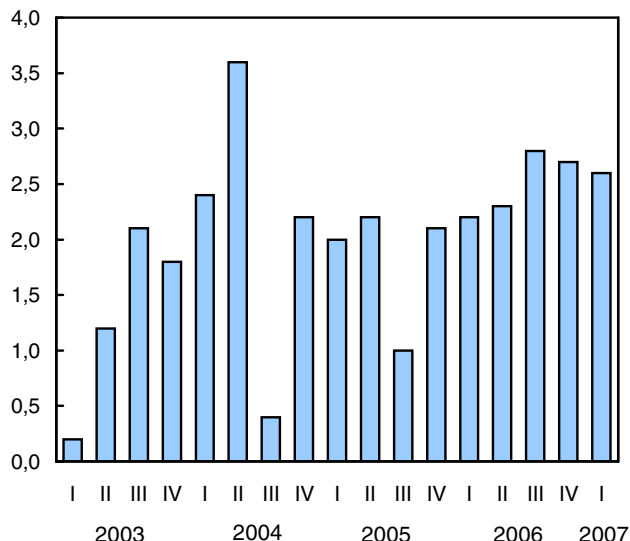
Comptes du bilan national

Premier trimestre de 2007

À la fin du premier trimestre, la valeur nette nationale atteignait 5,3 billions de dollars, ce qui représente 159 900 \$ par habitant. La valeur nette nationale a augmenté de 134 milliards de dollars (+2,6 %) au premier trimestre, soit à un rythme légèrement inférieur à celui observé au cours des deux trimestres précédents.

La croissance de la valeur nette nationale repose sur le secteur immobilier

Variation en %, données non désaisonnalisées



La croissance du patrimoine national (les actifs non financiers de l'ensemble de l'économie) s'est accélérée, ayant atteint 2,3 %. Cela reflète la croissance économique plus vigoureuse au cours du trimestre ainsi que l'augmentation des prix de certains actifs non financiers. L'immobilier résidentiel a continué de jouer un rôle de premier plan dans la croissance du patrimoine national, représentant environ la moitié de la hausse.

L'augmentation de la valeur nette nationale continue d'être alimentée par la diminution de la dette extérieure nette des Canadiens (dont les titres négociables sont calculés selon la valeur marchande). La croissance des actifs canadiens à l'étranger, et plus particulièrement les investissements de portefeuille, a été supérieure à celle de la dette des Canadiens envers les non-résidents.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des créances financières. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers (les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine national moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'épargne nationale représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Parmi les causes de la réévaluation figurent la variation des prix des actions, les taux d'intérêt, les taux de change et les provisions pour prêts.

Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. On dispose d'estimations établies selon la valeur marchande depuis juin 2004. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consultez la page Estimations du bilan à la valeur marchande de notre site Web.

Les données du présent communiqué ont été révisées pour la période allant de 2003 à 2006.

Certaines séries ont été révisées au-delà de la période de révision habituelle, y compris la valeur marchande des obligations fédérales pour certaines années dans les années 1990 et les estimations des ressources naturelles à partir de 1961 (tableau CANSIM 378-0005), reflétant des mises à jour de la Division des comptes et statistique de l'environnement.

La valeur nette des ménages continue de progresser

La valeur nette des ménages a augmenté de 2,3 % au premier trimestre, en baisse comparativement à la hausse importante inscrite au quatrième trimestre. Les hausses de la valeur des titres ont été à l'origine d'environ la moitié de l'augmentation de la valeur des actifs financiers, alimentées par la croissance soutenue de la valeur des biens immobiliers résidentiels. La Bourse de Toronto a terminé le trimestre à un nouveau sommet en mars, l'indice composite Standard and Poor's/Bourse de Toronto s'étant situé juste au-dessus de 13 100 points.

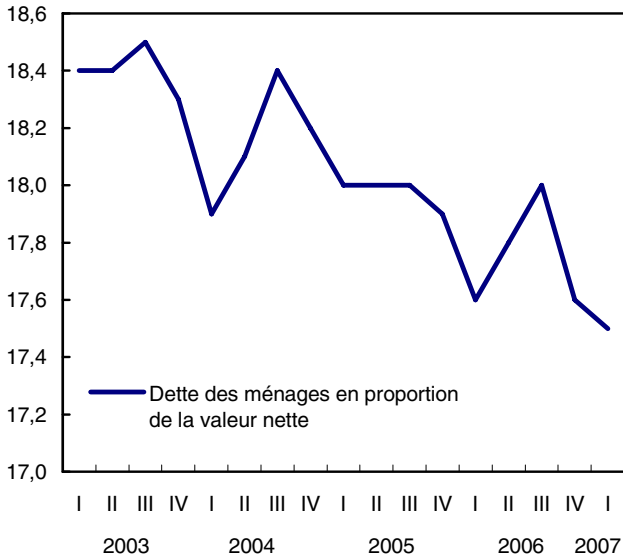
La valeur des biens immobiliers résidentiels a continué d'augmenter et a été à l'origine de la majorité de la hausse des actifs non financiers. Cela témoigne de l'importance relative des biens immobiliers résidentiels dans les actifs des ménages ainsi que de la remontée

des prix des logements et des marchés de la revente au premier trimestre.

La dette des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation a continué d'augmenter. La croissance de la dette des ménages est demeurée supérieure à celle du revenu personnel disponible. Toutefois, l'augmentation de la valeur des actifs, tant financiers que non financiers, au premier trimestre a réduit le ratio de la dette des ménages à leur valeur nette pour atteindre 17,5 %, en baisse comparativement à 17,6 % au quatrième trimestre.

Le ratio d'endettement des ménages continue de diminuer

En % de la valeur nette, données non désaisonnalisées



La dette et le ratio d'endettement des entreprises augmentent légèrement

En raison de la réduction des bénéfices non répartis, la demande de fonds d'emprunt des sociétés a crû au premier trimestre. L'endettement des sociétés non financières privées s'est accru sur le marché du crédit, tout comme la valeur nette, ce qui fait que l'endettement (à la valeur comptable) a légèrement augmenté au premier trimestre.

Le ratio de la dette nette des administrations publiques et du produit intérieur brut continue de diminuer

L'excédent enregistré par tous les ordres de l'administration publique a crû pour un deuxième trimestre consécutif, et les augmentations des actifs financiers, qui ont plus que contrebalancé les hausses des passifs financiers, ont fait en sorte que la dette nette des administrations publiques (le total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) a diminué pour un 12^e trimestre consécutif. La dette nette des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) a encore diminué, représentant moins de la moitié du PIB, comparativement à presque 90 % il y a 10 ans.

Comptes du bilan national

Données stockées dans CANSIM : tableaux 378-0003 à 378-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1806.

Le numéro du premier trimestre de 2007 des *Comptes du bilan national : estimations trimestrielles*, vol. 5, n^o 1 (13-214-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Le numéro du premier trimestre de 2007 de *La revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*, vol. 6, n^o 1 (13-010-XWF, gratuite), est également accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Comptes nationaux*.

On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes du bilan national sur disquette dès 8 h 30 le jour de la diffusion. La disquette (13-214-DDB, 321 \$ / 1 284 \$) est aussi en vente, à prix réduit (13-214-XDB, 65 \$ / 257 \$), sept jours ouvrables après la parution officielle. Pour acheter ces produits, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au 613-951-3810 (iead-info-dcrd@statcan.ca), Division des revenus et dépenses.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au 613-951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

□

Comptes du bilan national¹

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
valeur marchande, données non désaisonnalisées, en milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	4 794 1,6	4 863 1,4	4 978 2,4	5 079 2,0	5 157 1,5	5 278 2,3	4 794 6,9	5 157 7,6
Dette nette extérieure	-152 ...	-119 ...	-126 ...	-92 ...	-38 ...	-25 ...	-152 ...	-38 ...
Valeur nette nationale	4 642 2,1	4 744 2,2	4 852 2,3	4 987 2,8	5 119 2,6	5 253 2,6	4 642 7,5	5 119 10,3
Valeur nette nationale par habitant (en dollars)	143 000 1,9	145 900 2,0	148 700 1,9	152 400 2,5	156 200 2,5	159 900 2,4	143 000 6,4	156 200 9,2

... n'ayant pas lieu de figurer

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage d'une période à l'autre.



Dépenses publiques en services sociaux 1989 à 2007

Une analyse des données sur les finances publiques, parue dans *Le Quotidien* le 14 juin 2007, révèle qu'entre 2002 et 2007 les dépenses en santé et en environnement affichaient des taux de croissance annuels moyens parmi les plus rapides de toutes les composantes des dépenses (voir la note aux lecteurs).

Les dépenses en santé se sont accrues de 6,8 % en moyenne par année entre 2002 et 2007, alors que les dépenses en environnement ont progressé de 7,8 %. Par comparaison, les dépenses engagées dans les services sociaux ont augmenté à un taux annuel moyen de seulement 4,0 %.

Alors que les dépenses en santé constituent la deuxième composante en importance pour l'ensemble des ordres de gouvernement, les dépenses en services sociaux représentent la composante la plus importante des dépenses.

Les dépenses en services sociaux ont plus que doublé au Canada au cours des deux dernières décennies, mais elles ne représentent encore qu'environ le tiers du total des dépenses de programmes de l'administration publique consolidée. (On définit les dépenses de programmes comme étant les dépenses totales moins les frais de la dette publique.)

Au cours de l'exercice financier se terminant en mars 2007, les dépenses totales liées aux services sociaux au Canada ont atteint 172,4 milliards de dollars, comparativement à 79,5 milliards de dollars en 1989.

Pendant les deux exercices, ces dépenses représentaient environ 33 % des dépenses totales de programmes.

Les services sociaux comprennent les mesures prises par une administration publique afin d'atténuer ou de prévoir les situations dans lesquelles le mieux-être des personnes et des familles est menacé par des circonstances qui échappent à leur volonté.

Alors que le gouvernement fédéral a la plus large part des dépenses de services sociaux au Canada, son importance relative a reculé considérablement depuis 18 ans.

Les dépenses du gouvernement fédéral en services sociaux, y compris les paiements de transfert aux autres ordres de l'administration publique, représentaient environ 49 % des dépenses de 172,4 milliards de dollars inscrites en 2007, comparativement à 59 % en 1989.

En 2007, la part des administrations publiques provinciales, territoriales et locales était de 33 % (34 % en 1989) et celle du Régime de pensions du Canada

Note aux lecteurs

Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites.

Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre les administrations publiques ainsi que des agrégats nationaux compatibles qui sont cohérents dans le temps. Par conséquent, les statistiques selon le SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques.

Dans le SGF, les recettes y sont présentées par sources, comme l'impôt sur le revenu des particuliers, les taxes générales de vente ou les transferts en provenance des autres ordres de l'administration publique. Les dépenses y sont présentées par fonctions, comme la santé, l'éducation, les services sociaux, le transport, l'environnement et le service de la dette. Au total, le SGF contient 17 fonctions de dépenses différentes.

L'expression **administration publique consolidée** désigne la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales (c'est-à-dire, les administrations municipales et les conseils scolaires) ainsi que du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime de rentes du Québec (RRQ). La consolidation est l'agrégation d'ordres de l'administration publique après l'élimination des inscriptions en double.

L'**administration publique générale** désigne des entités publiques créées et contrôlées par les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales. Cette catégorie englobe tous les ministères et organismes ainsi que leurs conseils, leurs commissions et leurs fonds autonomes.

Les **paiements de transfert** à d'autres ordres de l'administration publique peuvent être liés à une vaste gamme de domaines stratégiques comme la santé, l'éducation et les services sociaux et peuvent entrer dans l'une des deux grandes catégories : les transferts à des fins générales, soit les fonds pouvant être utilisés dans quelque domaine que ce soit et les transferts à des fins particulières, soit les fonds devant être utilisés par l'administration publique qui les reçoit dans le domaine stratégique en question.

Les données de l'administration fédérale, du RPC et du RRQ portent sur les exercices financiers se terminant le 31 mars. Les données des administrations provinciales et territoriales portent sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars, et celles des administrations locales portent sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Toutes les statistiques présentées dans le présent communiqué sont exprimées en dollars courants, c'est-à-dire que les données n'ont pas été ajustées pour tenir compte de l'inflation.

(RPC) et du Régime de rentes du Québec (RRQ), de 20 % (14 % en 1989).

Alors que les parts de l'administration publique fédérale et des administrations publiques provinciales, territoriales et locales ont diminué, celle du RPC et du

RRQ a augmenté, de plus en plus de personnes ayant perçu des revenus de retraite.

Les dépenses en services sociaux par habitant au Canada se sont accrues de près de 80 %, pour passer de 2 951 \$ en 1989 à 5 267 \$ en 2007. Les dépenses en santé, en comparaison, ont augmenté de 136 %, pour passer de 1 384 \$ à 3 265 \$.

Pendant la même période, les dépenses en environnement par habitant ont crû de 116 % et celles en éducation, de 90 %. Par ailleurs, les dépenses pour la fonction travail, emploi et immigration ont chuté de 17 % et celles liées au service de la dette ont fléchi de 7 %.

Dépenses du gouvernement fédéral : La Sécurité de la vieillesse et l'assurance-emploi constituent des composantes très importantes

Le gouvernement fédéral est responsable des programmes de la Sécurité de la vieillesse et de l'assurance-emploi. Les dépenses totales pour ces deux programmes seulement se sont élevées à 44 milliards de dollars, soit 52 % des dépenses fédérales brutes en services sociaux en 2007.

L'autre tranche de 48 % a été dépensée dans un certain nombre de programmes, notamment les programmes de réadaptation professionnelle pour les personnes handicapées, les allocations d'anciens combattants, les programmes d'aide pour les services de garderie, les services sociaux visant les Premières nations ainsi que les cotisations d'employeurs aux régimes d'indemnités d'accident du travail, au RPC et au RRQ.

En 2007, le gouvernement fédéral a dépensé 12,8 milliards de dollars en assurance-emploi, soit 6,2 % des dépenses de programmes. Ces chiffres se comparent aux 10,6 milliards de dollars dépensés en 1989, soit 9,6 % des dépenses de programmes.

Ce fléchissement de la proportion des dépenses de programmes reflète la vigueur de l'économie canadienne, qui affiche le taux de chômage le plus bas depuis plus de trois décennies.

La Sécurité de la vieillesse, l'autre grande composante des dépenses en services sociaux à l'échelle de l'administration fédérale, a atteint 31,4 milliards de dollars en 2007, soit 15,1 % des dépenses de programmes. Il s'agit de plus du double de la somme de 15,2 milliards de dollars dépensée en 1989, qui représentait 13,7 % des dépenses de programmes.

Le gouvernement fédéral a dépensé 2 583 \$ par habitant dans les services sociaux en 2007, comparativement à 1 741 \$ en 1989.

Les dépenses des administrations provinciales, territoriales et locales ont plus que doublé

Entre 1989 et 2007, les dépenses en services sociaux des administrations publiques provinciales, territoriales et locales ont plus que doublé pour se chiffrer à 56,3 milliards de dollars. Il s'agit de la troisième composante en importance des dépenses après la santé et l'éducation.

En proportion des dépenses de programmes, les allocations aux services sociaux ont varié selon le cycle économique. En 1989, ces allocations représentaient 18,0 %. Elles ont atteint un sommet de 19,6 % en 1994, à la suite de la récession du début des années 1990, puis elles ont chuté pour se situer à 16,3 % en 2007.

Parmi les dépenses en services sociaux, les dépenses liées à l'assistance sociale, qui regroupent les paiements de transfert ayant pour objectif d'aider les particuliers et les familles à maintenir un niveau de revenu socialement acceptable, représentaient 33 % de toutes les dépenses en services sociaux en 2007.

Entre 1989 et 2007, seulement deux provinces, soit le Québec et la Colombie-Britannique, ont affiché une croissance proportionnelle de leurs dépenses en services sociaux relativement à l'ensemble des dépenses de programmes.

Parmi les provinces qui ont affiché un recul dans la proportion de leurs dépenses en services sociaux, l'Île-du-Prince-Édouard a affiché la baisse la plus importante (-5,0 points de pourcentage), suivie de l'Alberta, qui a enregistré un recul de 4,2 points de pourcentage.

En ce qui concerne les dépenses par habitant, le Québec a dépensé le plus dans les services sociaux, soit 2 821 \$ par personne, ce qui représente environ le quart (24,5 %) de ses dépenses de programmes.

Le Québec et les territoires ont été les seules administrations publiques ayant affiché des dépenses en services sociaux par habitant supérieures à la moyenne nationale de 1 721 \$.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0001 à 385-0009, 385-0021 à 385-0024, 385-0027 et 385-0028.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1709, 1713 et 1735.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur les finances du secteur public dans le module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Des données peuvent aussi être obtenues sous forme de totalisations spéciales faites sur demande. Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et les services, communiquez avec Jo-Anne Thibault au 613-951-0767 (jo-anne.thibault@statcan.ca), Division des institutions publiques.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claude Vaillancourt au 613-951-1820 (claudio.vaillancourt@statcan.ca), Division des institutions publiques.

Dépenses en services sociaux au Canada

	1989	2007	1989	2007
	en milliards de dollars		% des dépenses de programmes	
Administration publique fédérale	46,9	84,6	42,2	40,8
Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	26,9	56,3	18,0	16,3
Régime de pensions du Canada (RPC) et Régime de rentes du Québec (RRQ) ¹	11,3	35,0	100,0	100,0
Total, administration publique consolidée²	79,5	172,4	32,5	32,6

1. Le RPC et le RRQ n'ont que des dépenses au chapitre des services sociaux.

2. Les dépenses totales ne sont pas égales à la somme des différents ordres de l'administration publique, car les transferts entre administrations sont compris.

Dépenses en services sociaux, administrations publiques provinciales, territoriales et locales

	1989	2007	1989	2007
	en millions de dollars		% des dépenses de programmes	
Total	26 913	56 334	18,0	16,3
Terre-Neuve-et-Labrador	357	730	12,0	9,6
Île-du-Prince-Édouard	83	107	13,1	8,1
Nouvelle-Écosse	524	1 003	11,9	11,0
Nouveau-Brunswick	482	770	13,5	11,1
Québec	9 489	21 633	23,4	24,5
Ontario	9 667	18 410	18,1	14,8
Manitoba	820	1 661	14,4	13,9
Saskatchewan	748	1 141	13,3	10,2
Alberta	2 612	4 548	15,9	11,7
Colombie-Britannique	2 017	6 007	13,5	14,0
Yukon	22	109	6,9	11,9
Territoires du Nord-Ouest, incluant le Nunavut	92	..	9,0	..
Territoires du Nord-Ouest	..	140	..	9,3
Nunavut	..	90	..	7,7

.. indisponible pour une période de référence précise

Note: La somme peut ne pas correspondre au total en raison des règles de consolidation.



Ventes de gaz naturel

Avril 2007 (données provisoires)

Des températures plus basses que la normale dans toutes les régions du pays ont mené à des augmentations importantes des ventes de gaz naturel dans les secteurs résidentiel et commercial en avril.

Des volumes de ventes plus élevés tant dans le secteur résidentiel (+28,0 %) que commercial (+28,5 %) ont mené le mouvement à la hausse en avril, suivi d'un accroissement plus modéré de 7,8 % pour les ventes industrielles (y compris les ventes directes).

Les ventes de gaz naturel ont totalisé 6 413 millions de mètres cubes, en hausse de 16,4 % par rapport à avril 2006.

Sur une base cumulative pour 2007, les ventes à la fin d'avril étaient en hausse de 9,3 % par rapport à la

même période de quatre mois en 2006, en raison d'une augmentation généralisée dans tous les secteurs.

Le volume des ventes du gaz naturel au secteur industriel (y compris les ventes directes) a augmenté de 7,6 % jusqu'à présent en 2007, alors que les ventes ont été en hausse de 10,7 % dans le secteur résidentiel et de 11,3 % dans le secteur commercial.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour commander des données, pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Ventes de gaz naturel

	Avril 2007 ^P	Avril 2006	Avril 2006 à avril 2007 variation en %
	en milliers de mètres cubes		
Ventes totales	6 412 502	5 509 859	16,4
Résidentielles	1 742 189	1 360 632	28,0
Commerciales	1 227 402	955 502	28,5
Industrielles et directes	3 442 911	3 193 725	7,8
	Données cumulatives		
	2007 ^P	2006	2006 à 2007 variation en %
	en milliers de mètres cubes		
Ventes totales	31 389 316	28 719 612	9,3
Résidentielles	9 518 205	8 601 093	10,7
Commerciales	6 763 444	6 075 045	11,3
Industrielles et directes	15 107 667	14 043 474	7,6

^P provisoire

Industrie du camionnage

2005

En 2005, l'industrie du camionnage au Canada a affiché une croissance annuelle de 3,7 %. Il s'agit de la deuxième plus forte hausse parmi les huit segments du secteur des transports au pays, ayant été devancée uniquement par celle dans le transport aérien (+10,8 %).

Le transport par camion représentait de nouveau la plus grande part du secteur des transports et de l'entreposage (28,8 %), telle que mesurée par le produit intérieur brut.

En 2005, les quelque 3 360 entreprises de camionnage pour compte d'autrui établies au Canada dont les recettes annuelles atteignaient un million de

dollars ou plus ont enregistré des recettes d'exploitation désaisonnalisées de 27,0 milliards de dollars.

Ces recettes d'exploitation, en hausse de 7 % comparativement à 2004, ont été en constante progression en 2005, passant de 6,29 milliards de dollars au premier trimestre à 7,34 milliards de dollars au quatrième trimestre.

Ces mêmes entreprises ont enregistré des dépenses d'exploitation de 24,9 milliards de dollars, en hausse de 6 % par rapport au niveau atteint en 2004.

Or, malgré les hausses des dépenses, notamment celles liées aux salaires et à l'achat de carburant, les transporteurs pour compte d'autrui ont continué d'afficher des ratios d'exploitation désaisonnalisés parmi les plus favorables depuis plus d'une décennie.

Une analyse des bilans et des états de revenus et dépenses révèle que les entreprises de camionnage ont vu plusieurs postes se détériorer en 2005. Par exemple, leurs recettes nettes d'exploitation ont atteint 1,03 milliard de dollars, en baisse de 30 % par rapport au niveau atteint en 2004.

Dans l'ensemble, l'actif total a progressé de 12,4 % pour atteindre 13,5 milliards de dollars, alors que le passif total s'est chiffré à 9,3 milliards de dollars, en hausse de 17,7 %.

L'avoir des actionnaires a progressé pour atteindre 4,2 milliards de dollars en 2005, comparativement à 4,1 milliards de dollars en 2004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2741, 2742 et 2748.

Le numéro de 2005 de la publication *Le camionnage au Canada* (53-222-XIF, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009. ■

Grandes entreprises de transport urbain

Avril 2007 (données provisoires)

Le nombre total de passagers des 10 principaux réseaux de transport urbain au Canada a été de 4,6 % plus élevé en avril que lors du même mois en 2006.

Environ 113,3 millions de voyages de passagers ont été effectués sur ces réseaux urbains en avril. Ces réseaux représentent environ 80 % du transport urbain total au Canada.

Les voyages ont généré des recettes de 182,9 millions de dollars en avril (sans les subventions), en hausse de 6,0 % par rapport à avril 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableau 408-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2745.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0009. ■

Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux

Mai 2007 (données provisoires)

Les placements de poussins des couvoirs sur les fermes étaient estimés à 60,6 millions d'oiseaux en mai, en hausse de 2,6 % par rapport à mai 2006. Les placements de dindonneaux sur les fermes ont diminué de 7,8 % pour s'établir à 1,9 million d'oiseaux.

Données stockées dans CANSIM : tableau 003-0021.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5039.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au 613-951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens, premier trimestre de 2007, vol. 6, n° 1
Numéro au catalogue : 13-010-XWF
(gratuit).

Comptes du bilan national : estimations trimestrielles, janvier à mars 2007, vol. 5, n° 1
Numéro au catalogue : 13-214-DDB (321 \$/1284 \$).

Comptes du bilan national : estimations trimestrielles, janvier à mars 2007, vol. 5, n° 1
Numéro au catalogue : 13-214-XDB (65 \$/257 \$).

Comptes du bilan national : estimations trimestrielles, janvier à mars 2007, vol. 5, n° 1
Numéro au catalogue : 13-214-XWF
(gratuit).

Production de fruits et légumes, juin 2007, vol. 76, n° 1
Numéro au catalogue : 22-003-XIB
(gratuit).

Le camionnage au Canada, 2005
Numéro au catalogue : 53-222-XIF
(gratuit).

Commerce de détail, avril 2007, vol. 79, n° 4
Numéro au catalogue : 63-005-XWF
(gratuit).

Estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du nord (SCIAN), 1991 à 2006
Numéro au catalogue : 72F0023XCB (160 \$).

L'emploi et le revenu en perspective, vol. 8, n° 6
Numéro au catalogue : 75-001-XWF
(gratuit).

Manuels de procédures du Registre canadien du cancer, édition 2007, n° 10
Numéro au catalogue : 82-225-XIF2007010
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-Xif	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
- Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain, soit le même niveau que les années 1994 et 1995. - Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement ralentie.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice de l'offre d'emploi, mai 1997	10
Emplois sur les anticipations à court terme	10
Ajuster les données provinciales, novembre 1996	11
Production d'or, avril 1997	11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Calendrier des communiqués : 25 au 29 juin 2007

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
25	Revue annuelle du secteur manufacturier	2006
25	Commerce international de biens de la culture	2000 à 2006
26	Série de rapports sur les grandes cultures : estimations provisoires de la superficie des principales grandes cultures	Juin 2007
26	Écoute de la radio	2006
26	Assurance-emploi	Avril 2007
26	Emploi, rémunération et heures de travail	Avril 2007
28	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Mai 2007
28	Comparaison de la criminalité dans les grandes régions urbaines et dans les petites régions urbaines et rurales	
29	Indicateurs nationaux du tourisme	Premier trimestre de 2007
29	Produit intérieur brut par industrie	Avril 2007